Désarroi des dirigeants européens face à l’Oncle Sam

Le 07-03-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Nous diffusons un article du site *Ruptures* qui met en lumière l'absence de cohésion entre les dirigeants de l'Union européenne. Il démontre bien la dépendance dans laquelle ces dirigeants, depuis des décennies, ont choisi de placer leurs pays sous la domination des États-Unis impérialistes. L'actualité avec la guerre menée par Israël et les États-Unis contre l'Iran est un exemple des dissensions inter-européennes et de la dépendance volontaire de l'UE
Nous vous recommandons de vous abonner à *Ruptures* dont les analyses de l'Union européenne et du danger qu'elle représente sont toujours pertinentes et jamais publiées ailleurs !

C’est un monument hérité de la guerre froide. La Conférence de Munich sur la sécurité réunit pour quarante-huit heures le gotha politique, stratégique et militaire occidental et un peu au-delà. Chaque année depuis 1963, de nombreux chefs d’État et de gouvernement, ministres, diplomates, officiers de haut rang, géopolitologues et journalistes convergent vers la capitale bavaroise.

L’institution (de droit privé) est un peu à la géopolitique ce que Davos est à l’économie mondialisée. Mais en moins médiatique, du moins à l’origine. Car la Conférence de Munich a connu deux moments charnières restés dans toutes les mémoires.

Le premier remonte à 2007. Cette année là, le président russe est invité à s’exprimer devant les élites occidentales rassemblées. Et il pétrifie littéralement l’assistance : il dénonce l’expansion vers l’Est de l’OTAN, et explique sans fard que son pays ne peut être indifférent aux menaces que cela fait peser selon lui sur la Russie – et sur le monde. Bref, il cible directement l’ambition hégémonique de ses « partenaires occidentaux ».

Personne à Munich ne s’attendait alors à un tel discours. Pour beaucoup d’analystes, la véritable rupture entre Moscou et les chancelleries occidentales remontent à cet événement.

Le second séisme n’est vieux que d’un an. Et il n’est provoqué ni par la Russie, ni par la Chine, mais provient du cœur même de l’empire, sous la forme d’un discours choc du vice-président américain.

En février 2025 donc, James David Vance s’en prend violemment à l’Union européenne. Pour lui, celle-ci est menacée non par Moscou ou par Pékin, mais par ses dirigeants eux-mêmes, accusés de piétiner les valeurs occidentales, comme la liberté absolue de parole, et de bafouer la voix de leurs peuples dès lors que ceux-ci votent pour des « populistes ». Et il pointe le risque de « déclin civilisationnel ».

Un an après ce qui a été vécu comme un véritable tremblement de terre, l’édition 2026 de la Conférence, qui se déroulait du 13 au 15 février, allait donc donner la mesure du fossé qui s’est ouvert entre les deux rives de l’Atlantique. D’autant qu’en 2025, les répliques n’ont pas manqué, sous forme de coups de boutoir assénés par Donald Trump.

Il y eut ainsi la réception du président ukrainien à la Maison Blanche, qui tourna à une véritable humiliation de ce dernier, au grand dam des dirigeants européens. Puis, l’annonce de droits de douane gigantesques envisagés à l’encontre de l’UE – entre autres – qui aboutit finalement à un diktat « négocié », conclu en juillet, sur les produits exportés du Vieux continent. Le président américain rencontra ensuite son homologue russe en Alaska, pour des conversations que les Européens considérèrent comme une trahison de l’Ukraine – et d’eux-mêmes. Enfin, l’annonce que Washington entendait s’approprier le Groenland (aujourd’hui sous souveraineté danoise) acheva d’affoler Bruxelles et les dirigeants de l’UE.

Le maître de l'Élysée a plaidé pour l'émergence d'une puissance géopolitique européenne

Face à cette attitude américaine jugée comme hostile voire provocatrice, ces derniers se sentent trahis par le père, ou le grand frère, plus précisément l'Oncle Sam, dont la prépondérance avait toujours été admise voire réclamée par ses vassaux, mais moyennant tout de même un ton plus amical et un semblant de respect.

Selon les capitales, les réactions varient selon un vaste nuancier : de ceux dont la soumission à Washington est irréversiblement inscrite dans leurs gênes jusqu'aux partisans d'une certaine prise de distance.

Deux interventions étaient particulièrement attendues. Dont celle d'Emmanuel Macron, figure de proue de la seconde catégorie. Le président français s'est senti conforté par la nouvelle donne dans ses thèmes favoris, qu'il serine depuis 2017. Il a donc à nouveau exhorté ses pairs à promouvoir la « souveraineté européenne » (un oxymore, puisqu'il n'existe pas de peuple européen) et l'« autonomie stratégique ».

Il s'est lancé dans une tirade lyrique appelant à « *être fier* » de l'Europe : « *c'est terrible de ne pas croire en nous-mêmes* ». Et a fustigé Washington en affirmant : « *tout le monde devrait s'inspirer de nous au lieu de nous critiquer sans cesse et d'essayer de nous diviser* ».

Le maître de l'Elysée a martelé : « *même si ce n'est pas dans notre ADN, (…) nous devons accélérer et mettre en place tous les éléments d'une puissance géopolitique (européenne) en matière de défense, de technologie et de réduction des risques vis-à-vis de toutes les grandes puissances afin d'être plus indépendants* ».

Le chancelier allemand a pris ses distances avec Paris

La tonalité du chancelier allemand était différente. Friedrich Merz, qui n'était pas encore au pouvoir en février 2025, avait à l'époque brièvement plaidé pour une Europe prenant sa totale indépendance. Un an plus tard, il a certes reconnu qu'un « fossé s'est creusé entre l'Europe et les États-Unis », et pointé son opposition à l'idéologie trumpienne : « *la guerre culturelle menée par le mouvement MAGA n'est pas la nôtre. Chez nous, la liberté d'expression s'arrête lorsqu'elle porte atteinte à la dignité humaine et à la constitution* ». Il s'est également opposé à la fermeture des frontières, et a vanté le libre-échange.

Mais il a finalement pris ses distances avec Paris : « *je ne suis pas convaincu par les appels trop instinctifs à l'Europe pour qu'elle abandonne les États-Unis comme partenaire.* (… Cela) *sous-estime le potentiel que notre partenariat avec les États-Unis continue d'avoir, malgré toutes les difficultés* ».

Pour lui, « *la priorité absolue est de renforcer l'Europe au sein de l'OTAN* », et de « refonder » un partenariat transatlantique, quels que soient les désaccords, et ce, « *tant que nous ne sommes pas en mesure d'assurer notre sécurité par nos propres moyens* ».

Sur ce dernier point, il a confirmé que Berlin comptait investir des « centaines de milliards d'euros » dans le réarmement allemand, pour faire de la Bundeswehr « *l'armée conventionnelle la plus puissante du continent », notamment en respectant l'objectif des 5% du PIB consacré à la défense. Ce qui implique des « sacrifices, pas un jour, mais maintenant* ».

Pour la plus grande joie de Washington. Et des grands groupes industriels d'armement allemands.

Mais pas d'Emmanuel Macron, qui ne cesse de plaider pour l'européanisation de la production d'armements, là où son homologue allemand prêche surtout pour l'industrie de son pays.

Ce désaccord s'ajoute aux sujets de friction entre les deux principales puissances de l'UE (projet d'avion de combat commun, emprunt communautaire, « préférence européenne », Mercosur…). Par ailleurs, le chancelier a confié avoir « *lancé des discussions confidentielles avec le président français au sujet de la dissuasion nucléaire européenne* ». Un sujet explosif, sur lequel l'Elysée devrait revenir dans quelques semaines.

Quoi qu'il en soit, M. Merz a estimé qu'« *à l'ère de la rivalité entre grandes puissances, même les Etats-Unis ne seront pas assez puissants pour faire cavalier seul* ». Et affirmé que l'OTAN demeure un atout stratégique pour l'Europe et pour les Etats-Unis. Conclusion : « *réparons et ravivons ensemble la confiance transatlantique* ».

A vrai dire, les discussions sur le « renforcement du pilier européen de l'OTAN » sont un serpent de mer depuis deux ou trois décennies. Le nouveau, c'est que Washington plaide pour que les Européens s'orientent dans cette direction, pour mieux se concentrer sur l'Asie, et notamment la Chine.

Le Secrétaire d'État américain a affirmé vouloir « fonder un nouveau siècle occidental »

C'est ce qu'a confirmé le Secrétaire d'État, Marco Rubio, qui représentait cette année l'administration Trump. Plus diplomate que le vice-président l'année dernière, il s'est efforcé d'employer un ton aimable vis-à-vis de l'Europe, dont il a vanté les racines civilisationnelles communes avec les USA.

Ce qui n'allait pas sans arrogance vis-à-vis du reste du monde : « *c'est en Europe que tout a commencé* », a osé M. Rubio – mais peut-être le « tout » désignait-il seulement la guerre froide. Une hypothèse confortée par un autre passage de son discours où il a affirmé vouloir « *fonder un nouveau siècle occidental* »…

Pour autant, le fond ne différait guère du discours de M. Vance, et de son exigence d'alignement idéologique sur le trumpisme. Avec ce que cela comporte de bouleversements dans le nouvel ordre international, comme le redoutent les organisateurs européens de la Conférence.

Significativement, ceux-ci avaient laissé paraître leur effroi en intitulant cette 62ème édition « Un ordre en voie de destruction », et en l'illustrant par une image d'éléphant (symbole du Parti républicain américain) peu regardant sur les dégâts de son passage (photo).

MM. Vance et Rubio se sont distingués par une différence de ton, mais partagent la même approche « idéologique et sociétale »

Si l'on s'intéresse aux équilibres politiques au sein du pouvoir américain, MM. Vance et Rubio, peut-être futurs rivaux présidentiels, se sont distingués par une différence de ton, mais partagent la même approche, que l'on pourrait qualifier d'« idéologique et sociétale ». En revanche, le locataire du bureau ovale et son clan donnent plutôt la priorité à une démarche « stratégique et business ».

La meilleure illustration de cet état d'esprit en avait été donnée par le gendre du président. En 2017, face à un diplomate allemand de haut rang qui vantait l'amitié indéfectible entre les deux pays, Jared Kushner aurait répondu : « *nous sommes des hommes d'affaires ; dans le monde des affaires, un*

jour on est amis, le lendemain, on ne l'est plus ».

Une phrase qui illustre ce qui provoque l'immense désarroi des élites du Vieux continent. Celles-ci acceptaient leur vassalité en échange d'avoir leur place dans une alliance visant l'hégémonie occidentale sur le monde.

Mais le monde a changé. Les dirigeants américains ont fait évoluer leurs priorités. Leurs collègues européens se retrouvent orphelins. Et ces derniers – France et Allemagne en tête – semblent plus divisés que jamais sur la place de l'UE.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire